

→ POUR ALLER PLUS LOIN

L'irruption des réseaux sociaux sur la scène internationale

Il est peu de dire que les réseaux sociaux ont transformé les échanges entre individus et les rapports entre États et citoyens, conférant à ces derniers une puissance d'information et de mobilisation inédite. Les profits des entreprises qui les développent témoignent de la croissance ultrarapide du nombre d'inscrits et des montants investis. Le Web participatif, les blogs, Facebook et Twitter, peu coûteux et faciles d'utilisation, donnent à chacun la possibilité d'être informé et d'informer lui-même en temps réel.

Depuis 2006, le réseau Facebook est devenu une plate-forme de partage d'informations privées ou publiques d'acteurs non étatiques (entreprises, partis politiques, organisations non gouvernementales) ou étatiques, qui rassemble dès 2008 plus de 100 millions de membres actifs, un milliard fin 2012, année d'une entrée en bourse pourtant moins réussie que prévu. Twitter, qui permet le microblogage par l'envoi de messages très courts, relayés ensuite par différents sites, dépassait les 500 millions d'utilisateurs fin 2012. Ces pratiques massives et très diversifiées ont fait une irruption spectaculaire dans le champ politique international.

Des équilibres de pouvoir bouleversés

Depuis le début des années 2000, Internet, puis les réseaux sociaux, ont joué un rôle politique croissant en permettant la coalescence, pour un temps limité, d'individus disparates autour de sujets fugaces et devenant de puissants accélérateurs de mobilisation. L'outil serait cependant inopérant sans entrepreneurs politiques, et nombre d'interprétations trop rapides du Printemps arabe ont survalorisé le premier en édulcorant les seconds. La révolution égyptienne puise notamment ses sources dans des expériences contestataires anciennes et variées en termes de groupes sociaux et de revendications. Blogueurs et réseaux sociaux n'ont joué un rôle décisif qu'en politisant et mobilisant une jeunesse qui ne l'était pas jusqu'alors. Cette agrégation a permis une situa-

tion révolutionnaire d'autant plus spectaculaire que ce sont précisément ces outils numériques qui lui ont donné une forte visibilité mondiale en temps réel.

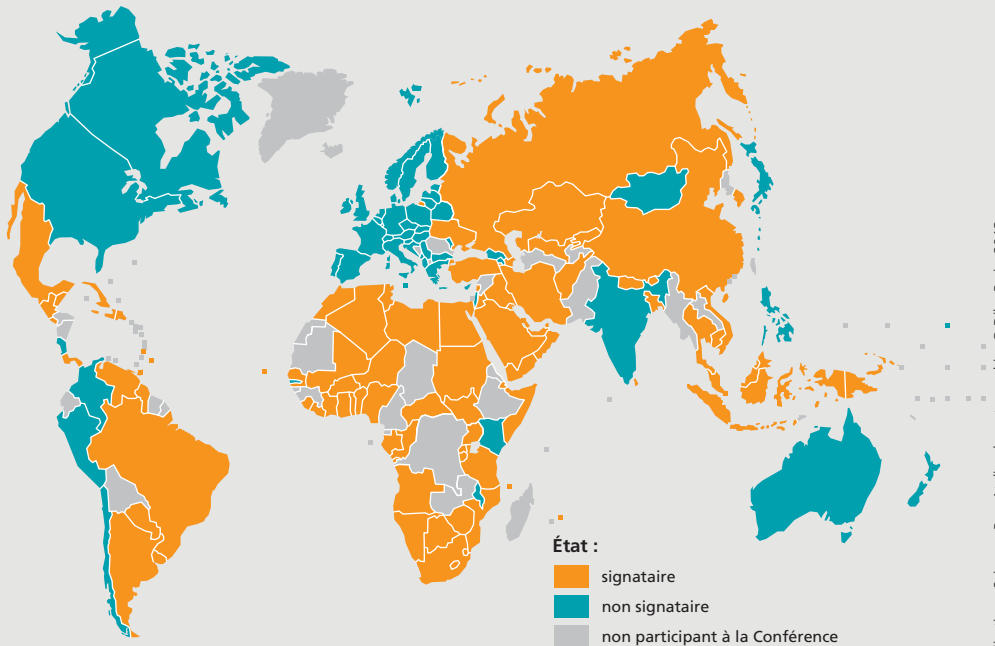
Plus profondément, le Web catalyse une nouvelle forme de gouvernance dont les implications politiques et sociales sont encore difficiles à mesurer. L'utilisation du Web comme expression du « consentement des gouvernés¹ » illustre la remise en cause du rapport entre individus et États. Les « affaires » WikiLeaks, Anonymous puis, plus récemment, Snowden sont révélatrices à cet égard, car elles ont clairement donné l'impression d'une cassure : entre le privilège de confidentialité des élites et le besoin de transparence des masses ; entre le monopole de la décision politique et le désir d'une démocratie mieux partagée ; entre une caste dirigeante dont le pouvoir reposerait sur la dissimulation et des jeunes générations pour lesquelles Facebook représente une nouvelle grille de lecture du monde ; enfin, entre l'abus de communication des gouvernants et l'effet boomerang renvoyé par des opinions publiques qui réclament leur « dû ».

Extension du domaine de la lutte

Visibilité, veille, dénonciation ou répression, les potentialités du Web comme arène de confrontation politique et outil d'action ne font plus de doute. Internet est devenu le lieu d'un rapport de force mouvant et inégal entre acteurs individuels, groupes, États et entreprises. Son rôle dans les processus électoraux ne cesse de croître. Lors des élections en Russie (législatives de 2011, présidentielle de 2012), les blogs et réseaux sociaux citoyens ont constitué une ressource importante pour les opposants au régime, tant pour la dénonciation de la corruption que pour le suivi des fraudes électorales

¹ Selon l'expression de Rebecca MacKinnon dans *Consent of the Networked: The Worldwide Struggle for Internet Freedom*, Basic Books, New York, 2012.

La Conférence mondiale des télécommunications internationales (WCIT-12)



Source : Union internationale des télécommunications, www.itu.int

Réalisation : Sciences Po - Atelier de cartographie. © Dila, Paris, 2013

ou l'organisation de manifestations. De leur côté, les partisans de Vladimir Poutine ont multiplié les cyberattaques visant les sites d'opposants et favorisé le ralentissement des flux, etc.².

Les élections de mars 2012 au Sénégal ont également montré que la fracture numérique entre le Nord et le Sud pouvait être franchie. La vigilance sur certains *hashtags*³, exercée conjointement par des citoyens, des journalistes de radios et de télévisions privées et des e-observateurs nationaux et internationaux, a représenté un appui décisif à la mobilisation d'une opposition excédée par la pauvreté, le chômage et la corruption. Elle a permis, au Sénégal et dans la diaspora, d'intégrer de nouveaux citoyens dans le champ politique, de déjouer les manipulations électorales du Président sortant et finalement d'aboutir à une alternance politique plus conforme à la tradition démocratique sénégalaise.

² Julien Nocetti, « Le Web en Russie : de la virtualité à la réalité politique », IFRI, *Russie.Nei.Reports*, n° 10, mars 2012.

³ Sur Twitter, les sujets de discussion sont classés grâce à des mots-clés commençant par le signe #, appelés *hashtags*.

Face aux ravages sociaux de la crise, les mobilisations des Indignés, lancées en Espagne en mai 2011, ou encore le mouvement Occupy Wall Street, en septembre 2011 à New York, doivent beaucoup aux réseaux sociaux. Horizontaux, non institutionnalisés et non violents, ils se démarquent des partis politiques et des syndicats pour revendiquer une réforme du système financier international. Des groupes d'« hacktivistes »⁴ mettent en place des outils destinés à contourner les censures d'Internet (Telecomix) ou des actions punitives de déni de service ciblant les « ennemis de la liberté d'Internet » (Anonymous). Depuis lors, les communautés de hackers sortent de la clandestinité pour se dresser ouvertement contre tous les pouvoirs⁵.

Des « espaces indisciplinés » convoités

Les stratégies des États pour tenter de réintégrer les usages de l'Internet dans le strict cadre de la souve-

⁴ Contraction des mots *hacker* et *activisme*.

⁵ Manuel Castells, *Networks of Outrage and Hope: Social Movements in the Internet Age*, Polity Press, Cambridge, 2012.

raineté étatique se construisent sur différents registres selon qu'ils sont plus ou moins autoritaires, allant de coalitions entre États et entreprises pour contrôler les flux – censure, ralentissements, neutralisation de mots-clés, etc. – jusqu'à des stratégies de fragmentation du Web – contingentement des internautes dans un cyberspace clos avec des moteurs de recherche idoines, en langue nationale, etc.

Gouverner à l'âge du numérique, c'est aussi faire usage du rapport de force : si les États peuvent techniquement « débrancher » Internet, le *black out* se fait à leur détriment, comme en Égypte au moment des révoltes de la place Tahrir. Certains se préparent activement aux diverses formes de conflictualité liées au développement du numérique, phénomène qu'il n'est aujourd'hui plus pertinent d'analyser sous le seul prisme transatlantique⁶. Un nouveau type de nationalisme appliqué aux réseaux se fait jour, alors que la technologie évolue plus vite que les lois.

Enfin, le Web est largement utilisé pour la communication politique étatique à visées tant nationales qu'internationales. En 2010, la liberté d'Internet est devenue un objectif proclamé de la politique étrangère américaine et s'est affirmée comme une question centrale du débat mondial⁷. On assiste alors à l'émergence complexe d'une opinion publique internationale faite d'interactions de comportements sociaux, individuels et collectifs plus ou moins conjoncturels.

L'autonomie de ce nouvel acteur reste toutefois relative et dépendante des intérêts économiques des propriétaires des réseaux et des logiques commerciales de captation d'audience des grands groupes de médias. Ainsi, les atteintes à la neutralité du Net rappellent les appétits des opérateurs de télécommunications et des fournisseurs d'infrastructure. Les géants des nouvelles technologies eux-mêmes rétablissent des zones homogènes, distinctes du Web, où leurs propres normes doivent s'appliquer. En divisant les normes et les usages entre « univers » des différents systèmes d'exploitation Apple, Android ou Microsoft, les évolutions du moment affaiblissent directement Internet, peut-être plus encore que l'action des États ne pourrait le faire.

Julien Nocetti *

* Chercheur à l'Institut français des relations internationales (IFRI) depuis 2009. Il consacre ses recherches au potentiel politique du Web en Russie et aux enjeux de gouvernance de l'Internet.

⁶ Julien Nocetti, « Introduction » au dossier *Internet, outil de puissance*, in *Politique étrangère*, n° 2, été 2012.

⁷ Preuve en est l'intensité des débats lors de la Conférence mondiale des télécommunications internationales (WCIT-12) qui s'est tenue à Dubaï en décembre 2012 à l'initiative de l'Union internationale des télécommunications (UIT). 55 pays, dont la France et les États-Unis, ont refusé de signer le nouveau règlement des télécommunications qui aurait ouvert la voie à une régulation d'Internet par l'UIT (voir carte p. 73).